

EN BRETAGNE, COMMENT ILS SONT PARTIS...

Les dernières semaines d'octobre et le début de novembre ont vu, à Nantes et dans sa région, une résistance généralisée à la déportation en Allemagne.

A Nantes, le débrayage a été général dans la dernière semaine d'octobre. Partout des grèves d'une heure à une journée ont eu lieu. Le mouvement a débuté par les Batignolles et Château-Bougon, puis s'est étendu aux chantiers navals, aux industries alimentaires et même à une fraction des cheminots et jusqu'à de petites entreprises n'occupant que 10 à 15 ouvriers, ce qui montre bien la vague de solidarité qui a soulevé la classe ouvrière.

Aux Batignolles, dès avant la réquisition forcée, un propagandiste, "ouvrier retour d'Allemagne" (un nommé Lamothe, étonné venu haranguer les prolétaires dans la cour de l'usine, se fit proprement siffler et sortir... avec sa baguette.

A Château-Bougon, les ouvriers, dès qu'ils apprirent leur inscription forcée sur les listes ("si vous ne voulez pas signer, l'inspecteur du Travail signera * par procuration * !") tentèrent de s'échapper à travers champs. Plusieurs ne purent être rejoints par la police, mobilisée à cet effet.

Mais, voyant l'ampleur du mouvement et le nombre d'ouvriers qui parvenaient à s'échapper, un accord du préfet assassin Dupard et du Feldkommandant ordonne, par voie de presse, aux ouvriers désignés de se rassembler quelques heures avant chaque départ dans la cour de la gare d'Orléans. Là, dans la tristesse des séparations familiales et sous la protection de nombreux flics et feldgendarmes, les ouvriers reçurent des sandwiches qu'ils s'empressèrent de renvoyer sans délai à la tête de leurs hypocrites donateurs.

Ce n'est qu'une fois entassés dans les trains (souvent dans des wagons à bestiaux, avec de la paille sur le plancher !) que les prolétaires portèrent tous aux portières et aux autres ouvertures (au besoin en en créant par le bris des vitres et autres obstacles) et, le poing levé, chantèrent *L'Internationale* jusqu'à leur sortie de la ville, gestes répétés à chaque départ et renouvelés à chaque traversée de ville sur le parcours.

Ces travailleurs ont su montrer ainsi qu'ils n'ont pas oublié Juin 1936, ni renié l'idéal révolutionnaire.

D'autres exemples le montrent encore. Le signal d'alarme tiré continuellement — souvent tous les 300 mètres — obligeait les convois à stopper à chaque instant les cheminots exécutant consciencieusement les règlements. On juge de la lenteur des convois en pensant qu'une fois, le train mit trois heures pour faire les 16 kilomètres qui séparent Nantes de Mauves...

Ce qui se produisit à Nantes se produisit également à Saint-Nazaire et dans d'autres petites villes de moindre importance. A St-Nazaire, aux chantiers de Penhoët et à "Coire-Aviation", entre autres, les ouvriers débrayèrent eux aussi.

Bien entendu, on imagine la grande sympathie de la population ouvrière nantaise lorsque, tous massés aux portières, les gars venant de Bretagne ou de St-Naz' traversaient la ville au chant de *L'Internationale* et le poing levé.

Quand, sur les wagons, les ouvriers inscrivaient : "A bas Laval !", "A bas Hitler !", "A bas Pétain !", ils indiquaient clairement dans quel esprit ils partaient. Ce n'était pas le "Vive la relève" des affiches.

Ouvriers déportés, votre résistance rejoint celle des travailleurs allemands et étrangers.

Les travailleurs allemands veulent la paix. Les femmes allemandes le manifestent en se couchant sur les rails à l'arrivée des trains. Le nazisme a uni les ouvriers de toute l'Europe contre sa guerre et son oppression barbares. Unissez vos efforts pour l'abattre.

En Allemagne, formez des groupes clandestins de défense ouvrière : prévoyez la liaison clandestine avec ceux des travailleurs étrangers et allemands ; les ouvriers les plus combattifs doivent s'organiser par groupe de 3 ou 4 maximum, sur la base de l'usine où ils sont affectés. Seuls les responsables devront se connaître entre eux. Ayez toujours à la pensée l'illégalité de notre lutte ; si la Gestapo s'en mêle, c'est l'arrestation des meilleurs, l'anéantissement de vos efforts.

LEURS REVENDECTIONS

1. — Versement du salaire intégral aux familles restées en France.
2. — Congés fréquents et gratuité du voyage.
3. — Mêmes salaires aux ouvriers désignés qu'aux ouvriers allemands de la même catégorie.
4. — Augmentation des rations alimentaires et contrôle des cantines et foyers des ouvriers.
5. — Des logements propres et confortables.
6. — Une protection efficace contre les bombardements. Arrêts du travail payés pendant les alertes ; descente aux abris.

Vous qui partez, n'oubliez pas que vous êtes solidaires de l'Armée Rouge. "Travailler mal et lentement", tel est le mot d'ordre. Il n'y a pas besoin d'apprendre à un bon ouvrier à utiliser tous les prétextes. Le sabotage n'est une bombe armée que s'il ne se retourne pas contre les ouvriers les plus combattifs.

Préparez pratiquement la révolution qui balayera, avec le fascisme allemand, le capitalisme.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

La Relève !

Quelle Relève ? Ainsi les appels "au cœur et à la raison" (qui, l'un et l'autre nous disent de ne pas partir) ont fini par faire place à la méthode violente, à l'intimidation, à la menace du camp de concentration, au terrorisme qui est bien le dernier mot de la politique nazie. Le tout, sous le leit-motiv du chantage aux prisonniers.

Mais nous ne cessons pas de penser aux prisonniers. Il n'y a pas un ouvrier français qui refuserait d'aller là-bas prendre la place d'un prisonnier. « Dites-nous quel prisonnier valide reviendra chez lui demain et je vais prendre sa place. Ou bien faites revenir tel de mes camarades qui en est à sa quatrième tentative d'évasion et qui commence maintenant son troisième hiver entre les mains des nazis, sans vêtements chauds, sans sa capote, sans ses bottes et sans ses gants qu'on lui a retirés la dernière fois qu'il a été rattrapé. Oui, nous sommes prêts à partir. Qu'il vienne frapper lui-même à ma porte, celui que je pourrai relever ; mes ballots sont déjà faits. » Ainsi pensent tous les ouvriers français.

Mais nous avons aussi compris ceci. Ce n'est pas la relève des prisonniers français qu'on veut nous faire faire. Chaque ouvrier français qui va en Allemagne c'est un ouvrier allemand qui part au front. Aussi les femmes allemandes ont accueilli des trains de volontaires avec des injures et des pierres. De cette relève, nous ne voulons pas.

SOCIALISME ALLEMAND

Une nouvelle ordonnance du gauleiter Sauckel — l'homme de la relève — régit, depuis le 1^{er} Octobre, les conditions de rémunération des ouvriers de l'industrie d'armement. Le but des mesures est défini très cyniquement par Sauckel dans une interview qu'a reproduite toute la presse allemande. Il s'agit, d'une part, d'une diminution très sensible des tarifs en vigueur pour le travail aux pièces ou au boni, en particulier pour les ouvriers non qualifiés et les manœuvres ; seules quelques catégories d'ouvriers très qualifiés bénéficieront de très légers relèvements de salaires. Il s'agit, d'autre part, d'une accélération de la cadence générale de la production : « L'Allemagne, dit Sauckel, doit produire à pleins gaz. » Et il termine son interview par des menaces à peine voilées contre ceux qui ne voudraient pas comprendre.

Voilà le véritable visage du socialisme d'Hitler : la misère et une exploitation éhontée. Les ouvriers allemands, coude à coude avec les ouvriers étrangers travaillant en Allemagne, savent opposer, dès aujourd'hui, la résistance passive à toute tentative d'augmenter la cadence ; ils sauront, au coude à coude, préparer la grande bataille révolutionnaire qui liquidera la dictature nazie.

tient que par miracle. Débarquer dans les Balkans, c'est faire lever partout les bandes de paysans révolutionnaires de tochemikis serbes et de comités dits macédoniens, c'est allumer en Europe Centrale l'immense incendie de la révolution rouge. Précisément parce que c'est cela que craignent par-dessus tout MM. Churchill et Roosevelt, ils vont disant à Franco : « Si vous êtes contre nous, c'est la révolution. Si vous êtes avec nous, c'est la stabilisation de votre régime, moyennant quelques petites concessions. » De même, ils vont courtisant les Michel de Roumanie, les Boris de Bulgarie, ramenant dans leurs fourgons le roi Georges de Grèce et le roi Pierre de Yougoslavie avec tout leur cortège de ministres prévaricateurs, de catins et de courtisans.

C'est donc parce qu'au stade actuel de la guerre, un second front ne pourrait que déchaîner sur l'Europe une immense vague révolutionnaire que les appels de Staline ne seront pas de longs temps entendus. Pourtant, chaque jour rend une aide militaire plus indispensable encore pour l'U.R.S.S. Certes, la force de pénétration allemande a considérablement diminué ; certes, l'hiver ramène la période des contre-offensives russes. Mais la situation militaire de l'U.R.S.S. est dominée par la situation extrêmement difficile de l'économie soviétique : dans un récent discours, Kalinine soulignait que la production agricole avait été inférieure aux plans dans la majorité des districts, alors que l'U.R.S.S. est privée de ses grands greniers à blé ; La Pravda a annoncé d'innombrables mesures de répression contre des dirigeants de l'économie dont les entreprises n'avaient pas suffisamment rendu. Malgré toutes ses richesses, l'Union Soviétique a besoin de pétrole, de vivres et de blé. Malgré tous les sacrifices consentis par le peuple russe, Staline, loin de pouvoir exiger et obtenir un second front, doit réclamer l'aide des capitalistes. Mais ceux-ci n'entendent pas accorder pour rien leur appui ; ils démantent maintenant leurs batteries ; ils exigent des concessions industrielles et minières ; la première, la Texas Oil Co, vient de demander le droit de contrôler le raffinage des pétroles russes. Derrière toute la politique de Washington à l'égard de l'Union Soviétique se profile l'inquiétude silencieuse de M. Harriman, propriétaire de riches concessions de manganèse au Caucase.

Une fois de plus nous devons constater que la politique de Staline n'a pas écarté le danger capitaliste de l'U.R.S.S. ; la bureaucratie est contrainte de choisir entre un compromis catastrophique avec Hitler ou la poursuite de la lutte aux côtés des alliés qui signifie, en définitive, d'immenses concessions économiques et sociales. Quant au deuxième front véritable, le front de la révolution prolétarienne en Europe, Staline lui-même lui a porté un coup redoutable, pour le présent, en lançant les militants communistes dans une lutte uniquement militaire, qui est dépourvue de tout sens stratégique tant qu'un second front véritable n'est pas créé ; elle a couronné cette politique d'aventure en subordonnant la lutte de ses "partisans" à celle de l'armée de De Gaulle, en embrigadant ses héros combattants sous les ordres de conspirateurs d'opérettes de l'acabit du général Delattre de Tassigny. Ce n'est pas dans cette voie que la révolution peut vaincre.

Pourtant les grèves, les manifestations qui, de Paris à Lyon, de Chambéry à Brest, ont marqué la lutte contre la relève, montrent que la classe ouvrière française et, derrière elle, la classe ouvrière de toute l'Europe, n'est pas prête à renoncer à la lutte. C'est dans la voie qu'on trace spontanément les cheminots et les métallos, dans la voie de Juin 1936, qu'il faut, plus que jamais, poursuivre, en ne s'arrêtant désormais que lorsque la victoire finale sera remportée, lorsque sera instauré par toute l'Europe le pouvoir des ouvriers et des paysans.

La Flotte Française se saborde

Encore une fois il ne s'est agi que de "sauver l'honneur". La marine française au fond de l'eau, l'armée d'armistice démobilisée, l'Empire perdu, voilà qui ne permet plus aucune illusion sur la possibilité d'une politique indépendante à Vichy.

Le gaullisme des grands chefs militaires, le gaullisme des bourgeois, celui de Vichy, du Tout-Paris et du Tout-Marseille, celui qui est maintenant installé à Alger, n'ont plus reçu à Toulon une gifle magistrale ? Si l'incapacité et la porriture de la bourgeoisie avaient besoin d'une preuve supplémentaire après la défaite et la "Révolution Nationale", voilà qui est fait. Les plus grands chefs militaires, les plus hautes autorités civiles ont participé au "complot" avec tous les postes de commandement dans les mains. Incapables de prendre une décision, de donner un ordre à temps, ils n'ont su que saborder l'essentiel d'une des plus modernes marines.

Désormais la situation est claire pour la France. Plus d'Empire colonial ; sans marine, plus d'espoir d'en reconquérir ; sans armée, plus de chance de jouer un rôle militaire dans le monde. Voulez-vous vous ranger sous le drapeau à croix gammée ou sous la bannière étoilée ? Si vous ne reconnaissez, ni d'un côté, ni de l'autre, votre drapeau, sachez que toute l'Europe subira le sort de la France et que l'Allemagne perdra elle-même tout espoir dans une issue militaire. La France bourgeoise, militariste et impérialiste est morte. La lutte des ouvriers et des paysans commence à peine. Vivent les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Après les grèves contre la "relève", les 6.000 travailleurs des Usines Chausson et Chenard et Walker sont entrés en grève pour protester contre le retrait d'une prime mensuelle de 450 fr., qui leur était allouée en raison de la hausse du coût de la vie. La grève a duré deux jours et demi, et elle s'est terminée par la victoire des travailleurs, qui ont obtenu une augmentation appréciable de leurs salaires.

La France ne sera pas fasciste

Deux congrès fascistes ont eu lieu récemment : ce fut d'abord le R.N.P. et celui du P.P.F. Le deuxième, qui a coûté 15 millions aux contribuables, fut incontestablement le plus vivant des deux, le mieux organisé, le plus typiquement fasciste aussi. Dans cette lutte de loups entre eux, où s'opposent Déat et Doriot, il n'est pas étonnant de voir le renégat du stalinisme l'emporter sur le renégat de la social-démocratie. Déat, qui cherche à rassembler tout ce qu'il peut y avoir de transfuges dans les anciens milieux de gauche parti socialiste, franc-maçonnerie, instituteurs laïcs ou militants syndicalistes, n'existe pas à côté de Doriot qui réussit à grouper, autour de sa poignée de traitres venus du parti communiste, les éléments les plus réactionnaires, les pires ennemis du prolétariat que l'on puisse trouver en France. La résolution sur l'unité votée par le Congrès du P.P.F., modèle du genre, nous rappelle comme une sourde les résolutions votées jadis par les staliniens contre la S.F.I.O. au temps où il était question, dans *L'Humanité*, de "social-fascisme".

Mais si, dans le plan fasciste, le P.P.F. paraît l'emporter, ses succès seront bien limités et éphémères : Au lendemain de l'attaque américaine en Afrique du Nord, Doriot ne s'est-il pas lamentablement dégonflé, renonçant à son meeting du Velodrome

d'Hiver, quand le moment de l'action paraissait venu pour lui ? Les faux bruits de blessures et même de mort qui ont couru à son sujet pendant quelques jours n'auraient-ils pas été lancés par lui-même, comme justification d'une inaction et d'un mutisme dont ses partisans s'étonnaient ? La vérité est que Doriot, homme du capitalisme français depuis qu'il a trahi le prolétariat, n'étant nullement soutenu par un mouvement de masses, ne peut agir que lorsque ses maîtres lui en donnent l'ordre. Qu'est-il et que sont les Déat, Deloncle, Bucard et autres canailles, de plus que ce que veulent en faire les capitalistes allemands ou français ? Or, les premiers n'ont nullement envie de favoriser l'arrivée au pouvoir en France d'un véritable fascisme qui pourrait un jour s'opposer à leur ; et les seconds, qui ne se font pas d'illusions sur les sentiments réels du peuple français à leur égard, ne sont guère pressés de leur faire jouer un rôle de premier plan.

En France n'existent pas les conditions qui, en Italie et en Allemagne, ont amené le fascisme au pouvoir. La défaite, l'oppression nazie, ont accumulé la haine de ce régime de boue et de sang. Trahisant le Socialisme par intérêt, Doriot et Déat ont préparé leur propre défaite. Demain, le prolétariat se chargera de mettre fin à leurs discussions et à leur rivalité.